

Bergerac – Place de la République

Yan Laborie



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/adlfi/7757>
ISSN : 2114-0502

Éditeur

Ministère de la culture

Référence électronique

Yan Laborie, « Bergerac – Place de la République », *ADLFI. Archéologie de la France - Informations* [En ligne], Aquitaine, mis en ligne le 01 mars 2007, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/adlfi/7757>

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

© Ministère de la Culture et de la Communication, CNRS

Bergerac – Place de la République

Yan Laborie

Identifiant de l'opération archéologique : 025447

Date de l'opération : 2007 (SD)

- 1 Dans le cadre de l'instruction du permis de construire déposé pour la création d'un parking souterrain place de la République, les sondages préalables exécutés en 2006 devaient révéler qu'une succession de terrassements pratiqués entre les XVI^e s.-XVII^e s. et le XIX^e s. avaient profondément bouleversé le sous-sol de celle-ci et, en quasi-totalité, détruit les traces archéologiques que ce dernier recelait (J.-Fr. Pichonneau, 2007).
- 2 S'il apparut ainsi que l'engagement d'une fouille préventive ne se justifiait pas sur ce site, le service régional de l'Archéologie souhaita malgré tout soumettre à un strict contrôle les terrassements qui allaient y être une fois encore entrepris, des lambeaux de niveaux archéologiques pouvant y subsister par endroits.
- 3 Au terme de l'exécution de cette prescription, les résultats obtenus ratifient pleinement la validité de la procédure imposée, même s'il se trouva confirmé que le site n'offrait plus qu'une très faible potentialité archéologique.
- 4 Présentant un état toujours extrêmement dégradé, les vestiges mis au jour au cours de l'opération de contrôle furent effectivement forts peu nombreux, mais avoir négligé leur observation aurait conduit à une regrettable perte d'information. La cartographie systématique de ceux qui furent ponctuellement rencontrés là où, sur quelques mètres carrés, les terrassements anciennement pratiqués sur le site avaient épargné leurs traces, permit en effet d'acquérir quelques résultats.
- 5 Ceux-ci tiennent d'abord dans l'acquisition d'informations sur le couvent qu'établirent les Carmes à Bergerac, à l'époque médiévale. La preuve se trouve désormais apportée que celui-ci fut bien édifié primitivement à l'extérieur de l'enceinte de la ville, au devant de la porte de Bourbarraud et, précisément, à l'emplacement de l'actuelle place de la République.

- 6 S'associant à celles qu'apportent les archives, les données recueillies aident également à préciser la datation de l'implantation de cet établissement conventuel. La construction de celui-ci dut s'engager vers 1330 et se trouver fort avancée lorsque débuta la guerre de Cent Ans. La cartographie des rares substructions qui en furent retrouvées permet d'en esquisser partiellement l'organisation. L'emprise du couvent devait couvrir au minimum une surface de 2 500 m² et réunir des constructions de qualité, essentiellement élevées en pierre. Celles-ci devaient s'articuler de manière classique autour d'un cloître de plan carré (400 m² à 500 m²) bordé de galeries couvertes aux façades élégamment structurées d'une double file de fines colonnettes. Une église à nef vraisemblablement unique, étroite et certainement longue de plusieurs dizaines de mètres – parti architectural fréquent chez les ordres Mendiants – jouxtait le cloître côté sud. L'ensemble fut édifié sur un site qui, apparemment, n'avait encore jamais été loti.
- 7 L'opération de contrôle permit par ailleurs de réunir des témoignages sur les circonstances qui amenèrent à la ruine de ce couvent et à l'effacement quasi complet de ses traces. Comme l'affirmaient les Carmes au XVII^e s., ce sont bien avant tout les événements consécutifs à la franche adhésion de la ville de Bergerac à la Réforme (v. 1562), puis son entrée en dissidence (v. 1574) au sein du réseau des places de la république protestante « des Provinces Unies du Midi » qui en furent la cause première. En 1660, les moines déclaraient en effet qu'au lieu « où soulaient être » leur ancien couvent « duquel il ne reste aucun vestige », tant l'église de celui-ci, que les lieux réguliers et généralement tous ses bâtiments avaient « été mis ny pié ni tête » et que tout l'enclos de leur établissement ruiné se trouvait « compris dans les circonvallations et retranchements faits pendant les révoltes de ceux de la RPR ».
- 8 Le contrôle archéologique permit de vérifier la parfaite exactitude de ces affirmations.
- 9 Vers 1550-1560 les bâtisses conventuelles durent être d'abord pillées, décoiffées puis plus ou moins abattues. Leur démolition fut ensuite méthodiquement poursuivie, les terrassiers poussant le travail jusqu'à démonter les fondations des murs déjà arasés. Là, la nécessité de se procurer de la pierre motiva leur action.
- 10 L'engagement d'un effort de militarisation de l'enceinte de la ville huguenote qui suivit les phases de saccages auxquelles mena l'exacerbation des positions dogmatiques, en fut cette fois la cause. Débuté à partir de 1574, poursuivi en 1577, repris en 1585-1588, celui-ci poussa non seulement à exploiter les ruines des Carmes pour alimenter en matériaux les chantiers des nouvelles défenses, mais conduisit encore jusqu'à en faire disparaître l'essentiel de la trace. Recoupée par l'emprise d'un des bastions érigé durant cette période au-devant la porte Bourbarraud, l'assiette du couvent se trouva en effet de plus bouleversée par d'amples terrassements terriblement destructeurs.
- 11 La découverte de traces de ces travaux de défense contemporains des guerres de Religion constitua l'autre apport majeur de l'opération de contrôle archéologique conduite place de la République.
- 12 Jusqu'alors la connaissance de l'enceinte bastionnée qui fut élevée durant cette période reposait seulement sur des données textuelles et de rares documents figurés plus ou moins fiables, tel le plan de Bergerac publié en 1636 par Ch. Tassin dans son atlas des « Plans et profils des principales villes et lieux considérables de France ». Les vestiges du bastion mis au jour sur le site des Carmes offrent ainsi l'intérêt d'aider à appréhender pour la première fois l'exacte nature de l'architecture des ouvrages réalisés. En fonction des données actuellement disponibles, il semble que ce bastion ait été construit et

remanié au cours des campagnes de travaux des années 1577-1585. La qualité des maçonneries de son escarpe atteste le lourd investissement qui fut alors consenti pour doter la ville de défenses adaptées aux exigences militaires du temps. Pour assurer la sécurité de la place, il n'était effectivement plus d'actualité de se contenter d'une simple restauration des anciennes murailles de l'enceinte médiévale, ni de laisser inachevées les nouvelles défenses créées depuis le basculement de la ville huguenote dans la dissidence, au lendemain de la Saint Barthélémy. Les rumeurs de guerre exigeaient à nouveau de mettre la ville en état de supporter un siège appuyé par de l'artillerie, armement dont disposaient alors de plus en plus communément les troupes et dont l'efficacité était désormais de plus en plus forte, de par la constante amélioration des poudres et la banalisation de l'emploi de boulets métalliques. Pour parer aux effets des tirs tendus et concentrés en un endroit précis, pour ouvrir des brèches permettant l'investissement de la place assiégée, il devenait indispensable de doubler d'un front bastionné d'ouvrages bas et massif le circuit des vieilles enceintes. Donnant de la profondeur à leur défense, ces fronts en rejetaient les lignes à l'extérieur de leurs faibles murailles, mettant le couronnement de celles-ci hors de portée des tirs d'arquebuses. Doublés d'un large et profond fossé et pourvus d'éléments saillants qui permettaient de couvrir les abords du rempart en supprimant les angles morts, ces fronts bastionnés servaient aussi à répliquer frontalement, à l'aide de l'artillerie que l'on y plaçait à l'abri de casemates. Leurs ouvrages pouvaient être simplement établis en terre damée et recouverts de gazon ou bien, comme en donne l'exemple l'éperon des Carmes, revêtus d'une maçonnerie solide et soignée.

- 13 Dans le cas de cet ouvrage, l'effort qu'impliqua le choix de la pierre, certainement tout autant gouverné par la volonté d'afficher de manière ostentatoire la puissance et de richesse de la ville que le souci d'accroître la valeur de sa fortification, révèle sans nul doute l'attention qu'Henri de Navarre porta à Bergerac au cours des années qui suivirent son retour en Guyenne, en 1576.
- 14 Les avantages que la ville put en retirer furent de courte durée. Au printemps 1621, lorsque la révolte huguenote souleva une nouvelle fois le Midi et y mêla Bergerac, l'état de place forte auquel le jeu politique l'avait progressivement hissé fit d'elle une menace que dut réduire Louis XIII. Évitant de peu la canonnade en choisissant de se rendre à l'obéissance du roi, les bergeracois ne purent toutefois éviter les affres d'une occupation par des troupes royales et la perte de leurs fortifications bastionnées. Aux Carmes, le démantèlement de celles-ci acheva de bouleverser le site où ne subsista d'elles que le bec du puissant bastion que l'on y avait élevé trois ou quatre décennies plus tôt.
- 15 LABORIE Yan

INDEX

operation Sondage (SD)

Index géographique : Aquitaine, Dordogne (24), Bergerac

Index chronologique : ép. contemporaine, Moyen Âge, Temps Modernes

Thèmes : archives, arme offensive, artillerie, bastion, Carmes, cartographie, cloître, colonne, couvent, défense, destruction, enceinte, façade, galerie, guerre, maçonnerie, nef, Ordres mendiants, pillage, place, protestantisme

AUTEURS

YAN LABORIE

COL